

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 3545

[C — 2007/29185]

6 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Communauté française

Le Gouvernement,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87 § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment les articles 50, § 2, et 71;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 2004 reportant, en ce qui concerne la Communauté française, l'entrée en vigueur - au 1^{er} janvier 2007 - de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 juin 2007;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juillet 2007

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la Déclaration de politique régionale prévoyant la mise en place d'un seul modèle comptable et budgétaire pour la Communauté française et la Région wallonne avec les implications informatiques que cela induit;

Considérant l'état d'avancement des travaux préparatoires de la réforme de la comptabilité publique, appelé projet Walcomfin, et sa conformité avec les règles essentielles du Système européen des comptes nationaux et régionaux de la Commission (le SEC);

Considérant l'obligation d'établir des statistiques et des comptes, en suivant la méthodologie du SEC, et la nécessité d'automatiser ce rapportage;

Considérant la prochaine entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales de la nouvelle comptabilité publique;

Considérant qu'il importe de créer une cellule d'encadrement pour rendre Walcomfin opérationnel et de mettre du personnel et des moyens à sa disposition;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

*Section 1^{re} — Constitution et missions***Article 1^{er}.** Il est institué auprès du Gouvernement de la Communauté française une cellule, dénommée ci-après l'équipe interne de Walcomfin, chargée de l'assister dans la réalisation, au sein de ses services généraux, du projet de nouvelle comptabilité publique.

Elle est placée directement sous l'autorité du Ministre du Budget et des Finances.

Le Gouvernement de la Communauté française décidera de la date de fin de la cellule par arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. L'équipe interne de Walcomfin est une composante de la structure d'exécution du projet dont l'organigramme figure en annexe.

§ 2. Le chef de projet coordinateur est chargé notamment des missions particulières suivantes :

- a) l'assistance à la mise en place de l'équipe interne et sa direction administrative et fonctionnelle;
- b) la guidance dans la définition du champ d'application, dans la préparation des textes de nouvelle législation et du dossier du marché public d'acquisition du nouveau système informatique Walcomfin;
- c) la proposition de décisions, l'information et le rapportage du suivi et de l'évolution des différentes phases du projet aux Comités de pilotage;
- d) l'application des décisions des Comités de pilotage;
- e) la recherche et l'impulsion de synergies, entre la Région wallonne et la Communauté française, dans tous les domaines intéressant le projet;
- f) sous l'autorité directe du Ministre du Budget et des Finances et dans le cadre général de la réforme de la comptabilité publique, la représentation du Gouvernement de la Communauté française aux discussions d'intérêt commun à toutes les entités de l'Etat belge;
- g) lors de la phase d'intégration de la solution logicielle et selon les objectifs stratégiques et opérationnels validés par les Comités de pilotage, la responsabilité :
 - du maintien du projet dans son périmètre prédéfini;
 - du respect du calendrier établi - planning et délai final -;
 - de l'utilisation du budget et, notamment, de la vérification des prestations de l'équipe externe (consultant, intégrateur, développeur) avec les clauses contractuelles;

- de la convocation et de la conduite des réunions du Comité de gestion, chargé de la gestion journalière du projet;
- de la gestion des situations problématiques;
- de la formation spécifique au nouveau système;
- de la gestion du changement.

§ 3. Sous l'autorité fonctionnelle et la direction du chef de projet, les missions générales de l'équipe interne de Walcomfin sont les suivantes :

- a) la rédaction des avant-projets de législations et de règlements;
- b) l'étude, la proposition de procédure de marché public et l'élaboration de cahiers des charges;
- c) l'accomplissement des tâches administratives, juridiques, d'information et de contrôle nécessaires à l'implantation du nouveau système comptable et budgétaire au sein des services;
- d) la formulation de recommandations et l'animation d'activités pour gérer le changement;
- e) l'organisation et l'appui visant à assurer une formation générale à la nouvelle comptabilité.

Art. 3. Le chef de projet fait rapport périodiquement sur l'exécution des missions aux organes décisionnels du projet Walcomfin et trimestriellement au Ministre du Budget et des Finances.

Section 2. – Composition, modalités de recrutement et désignation

Art. 4. L'équipe interne de Walcomfin pour la Communauté française est dirigée par le chef de projet coordinateur de l'équipe interne de la Région wallonne.

Art. 5. § 1^{er}. Le personnel de l'équipe interne précitée comprend un agent de niveau 1, chef de projet adjoint.

§ 2. La personne visée au § 1^{er} est désignée par le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition du Ministre du Budget, s'appuyant sur les recommandations de la Commission de sélection visée au § 3, suite à un appel à candidatures, interne au sein des services de la Communauté française et/ou externe.

§ 3. La commission de sélection est présidée par un représentant du Ministre du Budget et des Finances et composée d'un représentant du Ministre - Président, d'un représentant des Ministres Vice - Présidents et de la Fonction publique, d'un Inspecteur des Finances et du chef de projet coordinateur visé à l'article 4. La commission classe les personnes candidates en deux catégories selon qu'elles sont aptes ou pas pour la fonction et transmet son classement motivé au Ministre du Budget et des Finances.

§ 4. La personne désignée est soumise à une période d'essai de six mois.

Section 3. — Allocations et indemnités

Art. 6. Le traitement de la personne désignée conformément à l'article 5, § 2 est à charge du budget de la Communauté française.

Art. 7. § 1^{er}. Si cette personne ne fait pas partie du personnel des services de la Communauté française, ou plus généralement de tout service public, il lui est alloué une allocation tenant lieu de traitement fixée dans l'échelle 120/1.

§ 2. Elle bénéficie des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle son allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire proméritee pouvant lui être accordée est calculée suivant les mêmes règles que celles établies pour le calcul des services admissibles du personnel des Services du Gouvernement.

Art. 8. § 1^{er}. Si cette personne a déjà la qualité d'agent statutaire ou contractuel des services de la Communauté française, respectivement, il est mis à disposition de l'équipe interne et mis en congé de son service ou il obtient une suspension de son contrat pour la durée de sa désignation. Il conserve sa rémunération, augmentée de l'allocation visée au § 3 ci-dessous.

§ 2. La rémunération de cette personne reste payée par les services précités.

§ 3. Il est alloué à la personne visée au § 1^{er} une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour un conseiller et fixée à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement.

Art. 9. La situation pécuniaire de l'agent désigné qui, sans faire partie des services de la Communauté française, appartient toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue au présent article. Lorsque l'employeur réclame le traitement, la Communauté française rembourse au service d'origine la rétribution de ce membre du personnel de la Cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue au présent article qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 10. La personne visée à l'article 5 bénéficie des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 11. Les dispositions prévues aux articles 23 et 24 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements tant du domicile au lieu de travail que pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun ou d'un véhicule à moteur personnel, de frais divers sont applicables mutatis mutandis à la personne visée à l'article 5 qui est, pour leur application, assimilée à un rang de conseiller.

Section 4. — Paiement des allocations et indemnités

Art. 12. Les allocations et indemnités visées aux articles 7, 9, 10 et 11 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle ou l'indemnité n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 13. Les indemnités et allocations prévues aux articles 7, 9, 10 et 11 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Section 5. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

Art. 14. Le régime juridique du membre du personnel de l'équipe interne de Walcomfin visé à l'article 5 est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Elle est toutefois soumise au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'État.

Art. 15. Les dispositions visées à l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française en matière de congés et d'absences des agents statutaires et contractuels sont applicables au membre du personnel de l'équipe interne de Walcomfin.

Section 6. — Fin de fonction et indemnités de départ

Art. 16. § 1^{er}. Le Ministre du Budget et des Finances peut accorder une allocation forfaitaire de départ au membre du personnel suivant les conditions et les modalités reprises à l'article 25 et 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Le dossier individuel du membre du personnel de l'équipe interne de Walcomfin quittant la cellule est transféré au Service d'Assistance en matière administrative et pécuniaire (SePAC) visé à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 octobre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, chargé d'en assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel.

Section 7. — Disposition relative au budget et à l'utilisation des moyens

Art. 18. Délégation est accordée au Directeur de Cabinet du Ministre du Budget, pour engager et approuver toute dépense imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 19. Délégation est accordée au chef de projet coordinateur visé à l'article 4 du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros hors T.V.A., pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur une ou plusieurs allocation(s) de base spécifique(s) à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 20. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets (SePAC) est chargé de l'assistance administrative et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 5.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SePAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué imputable sur une allocation de base spécifique à créer au sein d'une division organique du budget général des dépenses de la Communauté française et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 5.

Art. 21. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 22. Le Ministre du Budget prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition de locaux, de bureaux et de mobilier nécessaires au bon fonctionnement de l'équipe interne de Walcomfin.

Art. 23. Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le chef de projet coordinateur de l'équipe interne de Walcomfin propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission. Il prépare le cas échéant les propositions d'achat qui seraient nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 22.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

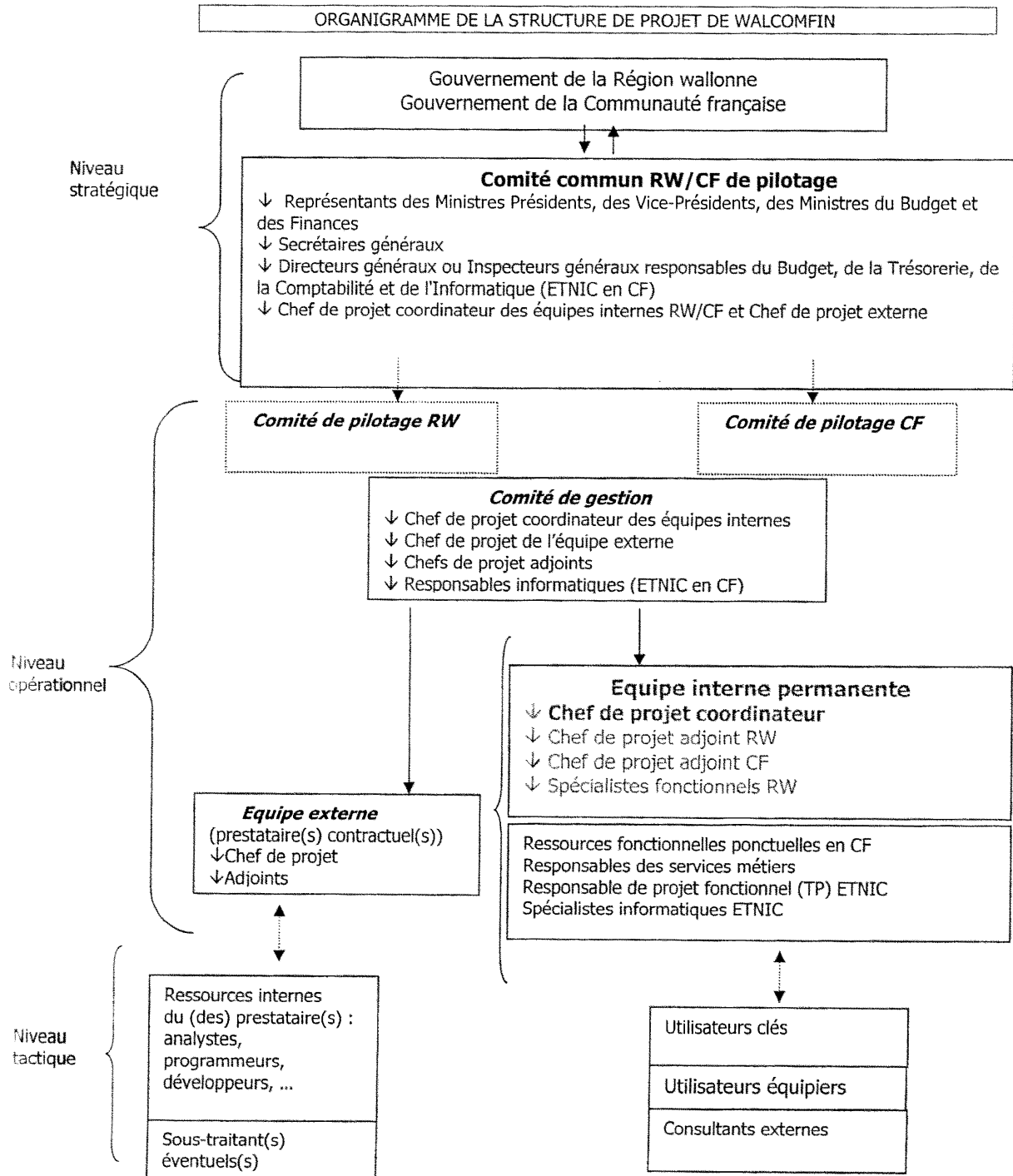
Bruxelles, le 6 juillet 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme M. ARENA

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique,
C. EERDEKENS

ANNEXE 1

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3545

[C — 2007/29185]

6 JULI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 50, § 2, en 71;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 2004 houdende, wat de Franse Gemeenschap betreft, uitstel van de inwerkingtreding — op 1 januari 2007 — van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juni 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 juni 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 6 juli 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring die voorziet in de invoering van één enkel boekhoudkundig en begrotingsmodel voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, met de implicaties ervan op informaticagebied;

Gelet op de vordering van de voorbereidende werkzaamheden inzake de hervorming van de overheidsboekhouding, Walcomfin-project genoemd, en op de overeenstemming ervan met de voornaamste regels van het Europees Stelsel van nationale en regionale rekeningen van de Commissie (ESR);

Gelet op de verplichting om statistieken en rekeningen op te stellen volgens de ESR-methodologie en op de noodzaak om de rapportering ervan te automatiseren;

Gelet op de nakende inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen van de nieuwe overheidsboekhouding;

Overwegende dat er een stafcel opgericht dient te worden om Walcomfin operationeel te maken en personeel en middelen ervoor beschikbaar te maken;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — Oprichting en opdrachten

Artikel 1. Er wordt bij de Regering van de Franse Gemeenschap een cel opgericht, hierna het interne Walcomfin-team genoemd, dat tot opdracht heeft eerstgenoemde bij te staan bij de invoering van de nieuwe overheidsboekhouding in de algemene diensten.

De cel wordt onder het rechtstreeks gezag van de Minister van Begroting en Financiën geplaatst.

De Regering van de Franse Gemeenschap beslist bij besluit over de datum van opheffing van de cel.

Art. 2. § 1. Het interne Walcomfin-team maakt deel uit van de structuur voor de uitvoering van het project, waarvan het organogram in bijlage opgenomen is.

§ 2. De coördinerend projectleider is onder meer belast met de volgende bijzondere opdrachten :

a) de bijstand bij de indienststelling van het interne team en de bestuurlijke en functionele leiding ervan;

b) het begeleiden bij de definiërende afbakening van het toepassingsgebied en bij de voorbereiding van de decreet- en regelgevende teksten en van het dossier van de overheidsopdrachten voor de aanschaffing van het nieuwe Walcomfin-computersysteem;

c) het voorstellen van beslissingen, de informatieverstrekking en de rapportering aan de stuurgroepen over de opvolging en de evolutie van de verschillende fasen tijdens de vordering van het project;

d) de uitvoering van de beslissingen van de stuurgroepen;

e) het aanmoedigend zoeken naar synergieën tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap op alle gebieden die het project aanbelangen;

f) de vertegenwoordiging, onder het rechtstreeks gezag van de Minister van Begroting en Financiën en in het algemeen kader van de hervorming van de overheidsboekhouding, van de Regering van de Franse Gemeenschap bij de besprekingen die van belang zijn voor alle deelgebieden van de Belgische Staat;

g) bij de integratiefase van de softwareoplossing en in functie van de door de stuurgroepen goedgekeurde strategische en operationele doelstellingen, de verantwoordelijkheid :

- voor de handhaving van het project binnen het bepaalde werkveld;
- voor de naleving van het vastgestelde tijdschema - planning en eindtermijn;
- voor de aanwending van het budget en, meer bepaald, de toetsing van de prestaties van het externe team (adviseur, integrator, ontwikkelaar) aan de contractuele clausules;
- voor de bijeenroeping en het voeren van de vergaderingen van het beheercomité belast met het dagelijks beheer van het project;
- voor het beheer van problematische toestanden;
- voor de specifieke opleiding in het nieuwe systeem;
- voor het beheer van de veranderingen.

§ 3. Onder het functionele gezag en de leiding van de projectleider zijn de algemene opdrachten van het interne Walcomfin-team de volgende :

a) het opstellen van de voorontwerpen van wet- en regelgevingen;

b) het voorafgaandelijk onderzoek met betrekking tot de voorgestelde keuze van procedures inzake overheidsopdrachten en het opstellen van de aannemingsvoorwaarden en de bestekken;

c) het uitvoeren van de bestuurlijke, juridische, informatieverstrekken en controlerende taken nodig voor de invoering van het nieuwe boekhoud- en begrotingsstelsel in de diensten;

d) het formuleren van aanbevelingen en het inrichten van activiteiten in verband met het beheer van de veranderingen;

e) de organisatie en de steun voor een algemene opleiding tot de nieuwe boekhouding.

Art. 3. De coördinerend projectleider brengt periodiek verslag uit over de uitvoering van de opdrachten aan de beslissingsorganen van het Walcomfin-project en elk kwartaal aan de Minister van Begroting en Financiën.

Afdeling 2. — Samenstelling, nadere regels voor de aanwerving en aanwijzing van personeelsleden.

Art. 4. Het interne team van Walcomfin staat, wat de Franse Gemeenschap betreft, onder de leiding van de coördinerend projectleider van het Waalse Gewest.

Art. 5. § 1. De personeelsleden van het voornoemde interne team bevat een ambtenaar van niveau 1, de adjunct-projectleider.

§ 2. De persoon bedoeld bij § 1 wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap, op de voordracht van de Minister van Begroting, die zich op de aanbeveling van de Selectiecommissie bedoeld bij § 3 baseert, aangewezen, als gevolg van een oproep tot de kandidaten binnen de diensten van de Franse Gemeenschap of buiten deze diensten.

§ 3. De Selectiecommissie wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting en Financiën en bestaat verder uit een vertegenwoordiger van de Minister-President, een vertegenwoordiger van de Vice-Minister-Presidenten en van de Minister van Ambtenarenzaken, een Inspecteur van Financiën en uit de coördinerend projectleider bedoeld in artikel 4. De commissie brengt de kandiderende personen in twee categorieën onder naar gelang ze al dan niet geschikt zijn en deelt zijn met redenen omklede rangschikking mee aan de Minister van Begroting en Financiën.

§ 4. De aangewezen persoon ondergaat een proefperiode van zes maanden.

Afdeling 3. — Toelagen en vergoedingen

Art. 6. De wedde van de overeenkomstig artikel 5, § 2 aangewezen persoon valt ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. § 1. Indien deze persoon niet deel uitmaakt van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschap of, meer in het algemeen, van een overheidsdienst, wordt deze een als wedde geldende toelage toegewezen die vastgesteld is in de weddeschaal 120/1.

§ 2. Deze persoon ontvangt de tussenwedden die overeenstemmen met trappen in verband met de geldelijke anciënniteit en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen bepaald in de schaal waarin haar als wedde geldende toelage is vastgesteld. De verworven geldelijke anciënniteit die hem kan worden toegekend wordt berekend volgens dezelfde regels als deze vastgesteld voor de berekening van de in aanmerking komende diensten van het personeel van de Diensten van de Regering.

Art. 8. § 1. Indien deze persoon reeds de hoedanigheid geniet van vastbenoemd of contractueel personeelslid van de diensten van de Franse Gemeenschap wordt hij, respectief, ter beschikking gesteld van het interne team en uit zijn dienst gedetacheerd of bekomt hij een schorsing van zijn arbeidsovereenkomst voor de duur van de aanwijzing. Hij behoudt zijn bezoldiging, vermeerderd met de toelage bedoeld bij § 3 hierna.

§ 2. De bezoldiging van deze persoon wordt voort uitbetaald door de voornoemde diensten.

§ 3. Er wordt aan de persoon bedoeld bij § 1 een jaarlijkse toelage gelijkwaardig aan de Kabinetstoelage bedoeld voor een adviseur en bepaald bij artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering, toegekend.

Art. 9. De geldelijke toestand van de aangewezen ambtenaar, die zonder deel uit te maken van de diensten van de Franse Gemeenschap, evenwel ressorteert onder een Ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een overheidsbedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1° indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, verkrijgt de betrokkene de in dit artikel bedoelde jaarlijkse toelage. Indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt de Franse Gemeenschap de wedde van het personeelslid van de Cel terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op dat personeelslid in zijn herkomstinstelling, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, krijgt de betrokkene een als wedde geldende jaarlijkse toelage, vermeerderd met de jaarlijkse toelage bedoeld in dit artikel die evenwel noch hoger noch lager zijn dan de wedde, vermeerderd met de bijkomende wedden, toelagen en vergoedingen in ruime zin en de toelage die de betrokkene zou genieten indien de onder 1° bedoelde bepalingen op hem van toepassing zouden zijn.

Art. 10. De persoon bedoeld bij artikel 5 heeft recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage en vergoeding tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de diensten van de Regering gelden.

Art. 11. De bepalingen van de artikelen 23 en 24 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake verblijf- en reiskosten, die voortvloeien uit verplaatsingen zowel van de woonplaats naar de arbeidsplaats als voor de behoeften van de dienst door middel van de gemeenschappelijke vervoermiddelen of van een persoonlijk motorvoertuig, en inzake verscheidene kosten, zijn mutadis mutandis toepasselijk op de persoon bedoeld bij artikel 5, die, voor hun toepassing, gelijkgesteld wordt met de rang van adviseur.

Afdeling 4. — Betaling van toelagen en vergoedingen

Art. 12. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 7, 9, 10 en 11 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12de van het jaarlijks bedrag. Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 13. De in de artikelen 7, 9, 10 en 11 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : daartoe worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Afdeling 5. — Rechtsstelsel en andere statutaire bepalingen

Art. 14. Het rechtsstelsel van het in artikel 5 bedoelde personeelslid van het interne Walcomfin-team is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Het team is echter onderworpen aan het statuut van de sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat.

Art. 15. De bepalingen van artikel 21 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake verloven en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden zijn van toepassing op de personeelsleden van het interne Walcomfin-team.

Afdeling 6. — Ambtsneerlegging en vetrektoelage

Art. 16. De Minister van Begroting en Financiën kan een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan het personeelslid volgens de voorwaarden en de nadere regels bedoeld in artikel 25 en 26 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Het individuele dossier van het personeelslid van het interne Walcomfin-team dat de cel verlaat, wordt overgezonden aan de Vaste Bijstandsdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 oktober 2006 betreffende de Kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het administratieve en geldelijke beheer.

Onder individueel dossier dient men alle documenten te verstaan die betrekking hebben op de akten genomen ter uitvoering van het administratieve en geldelijke beheer van het personeelslid.

Afdeling 7. — Bepalingen betreffende de begroting en de aanwending van de middelen

Art. 18. Er wordt aan de Kabinetschef van de Minister van Begroting en Financiën delegatie verleend om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aanrekenbaar is op een specifieke basisallocatie die opgericht moet worden binnen een organisatieafdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en die betrekking heeft op de vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld bij artikel 5 van dit besluit.

Art. 19. Er wordt aan de coördinerend projectleider bedoeld bij artikel 4 van dit besluit, tot en met een bedrag van 5.500 euro, BTW niet meegerekend, delegatie verleend om elke uitgave die aanrekenbaar is op een of meerdere specifieke basisallocatie(s) die opgericht moet(en) worden binnen een organisatieafdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 20. § 1. De Vaste Bijstandsdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten is belast met de administratieve bijstand en met het loonbeheer van de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 5.

§ 2. Er wordt aan de adviseur, verantwoordelijk voor de Vaste Bijstandsdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden, delegatie verleend om elke uitgave vastgelegd door de primaire of afgevaardigde ordonnateur, die aanrekenbaar is op een specifieke basisallocatie die opgericht moet worden binnen een organisatieafdeling van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld bij artikel 5 van dit besluit, te ordonnanceren.

Art. 21. De voorgaande bepalingen hebben niet tot gevolg dat de primaire ordonnateur uit zijn bevoegdheid ontheven wordt om alle uitgaven bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 22. De Minister van Begroting treft alle nuttige maatregelen om de lokalen, de bureaus en het meubilair noodzakelijk voor de werking van het interne Walcomfin-team ervoor beschikbaar te maken.

Art. 23. Met inachtneming van de bepalingen ter regeling van de overheidsopdrachten stelt de coördinerend projectleider van het interne Walcomfin-team de dienstverleningscontracten voor, meer bepaald om de samenwerking met de consultantbureaus die hem bijstaan in zijn opdracht te waarborgen.

Hij bereidt in voorkomend geval de aankoopvoorstellen voor die nodig zouden zijn ter aanvulling van de materiële middelen bedoeld in artikel 22.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 juli 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

C. EERDEKENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3546

[2007/202550]

**12 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en application du décret du 14 décembre 2006
relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à la reconnaissance juridique des formulaires électroniques de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 43.169/2, donné le 18 juin 2007;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- formulaire : tout document structuré, utilisé dans le cadre d'une procédure, au moyen duquel un usager externe aux administrations de la Région wallonne adresse des demandes ou échange des informations avec ces dernières;

- formulaire électronique : version électronique d'un formulaire papier;

- administrations de la Région wallonne : les services administratifs relevant des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public wallons;

- données de journalisation : toutes données techniques de connexion ou de trafic enregistrées par les serveurs informatiques des administrations de la Région wallonne;

- signature qualifiée : la signature électronique avancée définie à l'article 2, 2^o, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, certifiée par un certificat qualifié visé à l'article 2, 4^o, de cette loi et créée avec un dispositif sécurisé au sens de l'article 2, 7^o, de cette loi.

Art. 2. Dès le moment où l'ensemble de la procédure entourant un formulaire électronique a été organisée, le service administratif dont il relève procède à sa mise en ligne sur le site des formulaires de la Région wallonne dont l'adresse est <http://formulaires.wallonie.be>.